

**REPUBLIQUE DU MALI**  
**Un Peuple - Un But – Une Foi**

-----

**MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES  
TRANSPORTS, DU LOGEMENT ET DE  
L'URBANISME**

**MINISTERE DE LA COMMUNICATION,  
DE LA POSTE ET DES NOUVELLES  
TECHNOLOGIES**

-----

**CELLULE DE PLANIFICATION ET DE STATISTIQUE  
DU SECTEUR EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET COMMUNICATION**

**RAPPORT PROVISOIRE  
DE LA REVUE 2011 DU CADRE  
STRATEGIQUE POUR LA CROISSANCE ET  
LA REDUCTION DE LA PAUVRETE**

**SECTEUR EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET COMMUNICATION**

**JUIN 2012**

## SIGLES ET ABREVIATIONS

|                        |   |
|------------------------|---|
| <b>AANM</b>            | Activité Aéronautique Nationale et Météorologique   |
| <b>ADM</b>             | Aéroports du Mali   |
| <b>AGETIPE</b>         | Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public pour l'Emploi                                 |
| <b>AGETIC</b>          | Agence des Technologies de l'Information et de Communication                                  |
| <b>AGEROUTE</b>        | Agence d'Exécution des Travaux d'Entretien Routier  |
| <b>AMAP</b>            | Agence Malienne de Presse et de Publicité   |
| <b>ANAC</b>            | Agence Nationale de l'Aviation Civile   |
| <b>ANASER</b>          | Agence Nationale de la Sécurité Routière  |
| <b>AR</b>              | Autorité Routière   |
| <b>ASECNA</b>          | Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar                  |
| <b>BPCCA</b>           | Bureau du Projet de Construction de la Cité Administrative                                    |
| <b>BSI</b>             | Budget Spécial d'Investissement   |
| <b>CADD</b>            | Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration                                 |
| <b>CESPA</b>           | Centre de Services de Production Audiovisuelle  |
| <b>COMANAV</b>         | Compagnie Malienne de Navigation  |
| <b>CMC</b>             | Conseil Malien des Chargeurs  |
| <b>CMTR</b>            | Conseil Malien des Transporteurs Routiers   |
| <b>CNREX-BTP</b>       | Centre National de Recherche et d'Expérimentation pour le Bâtiment et les Travaux Publics     |
| <b>CRT</b>             | Comité de Régulation des Télécommunications   |
| <b>CPS-ETC</b>         | Cellule de Planification et de Statistique du secteur Equipement, Transports et Communication |
| <b>CNEAME</b>          | Comité National Egalé Accès aux Médias d'Etat   |
| <b>CSLP</b>            | Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté   |
| <b>DAF</b>             | Direction Administrative et Financière  |
| <b>DNTTMF</b>          | Direction Nationale des Transports Terrestre Maritimes et Fluviaux                            |
| <b>DNM</b>             | Direction Nationale de la Météorologie  |
| <b>DNR</b>             | Direction Nationale des Routes  |
| <b>INFET</b>           | Institut National de Formation en Equipement et en Transport                                  |
| <b>IGM</b>             | Institut Géographique du Mali   |
| <b>MET</b>             | Ministère de l'Equipement et des Transports   |
| <b>MCNT</b>            | Ministère de la Communication et des Nouvelles Technologies                                   |
| <b>ONP</b>             | Office Nationale des Postes   |
| <b>ORTM</b>            | Office de Radiodiffusion Télévision du Mali   |
| <b>OT</b>              | Observatoire des Transports   |
| <b>ORANGE-MALI</b>     | Opérateur de Téléphonie mobile Orange au Mali   |
| <b>PACT</b>            | Projet d'Amélioration des Corridors de Transports   |
| <b>SDR</b>             | Service des Données Routières   |
| <b>SOTELMA/MALITEL</b> | Société de Télécommunication du Mali/Mali Téléphone   |
| <b>TRANSRAIL</b>       | Concessionnaire de la Régie des Chemins de Fer du Mali  |
| <b>UNC/PST</b>         | Unité Nationale de Coordination/Projet Sectoriel des Transports                               |

## INTRODUCTION :

Le Gouvernement du Mali a adopté en mai 2002 un Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté (CSLP) qui intègre l'ensemble des politiques de développement du pays.

Depuis son adoption, le CSLP a connu trois générations que sont :

- La première génération dénommée CSLP, a couvert la période 2002-2006 ;
- La deuxième génération appelée Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté dont l'évaluation est en cours couvre la période 2007-2011 ;
- La troisième génération couvrant la période 2012-2017 a été validée en atelier national les 14 et 15 novembre 2011 et adoptée par le Conseil des Ministres du 28 décembre 2011.

L'un des quatre axes stratégiques de mise en œuvre du CSCR, est le développement des infrastructures et du secteur productif comprenant les activités du secteur Equipement, Transports et Communication.

La mission principale du secteur est d'assurer le désenclavement intérieur et extérieur grâce, d'une part à des infrastructures et services de transport sûrs et de qualité et d'autre part à des infrastructures et services de communication dans le but d'assurer l'accessibilité de tout citoyen à un moyen de communication à moindre coût.

La revue du CSCR est un processus annuel qui est à sa dernière année pour la deuxième génération couvrant la période 2007-2011 du CSLP.

Dans le secteur de l'Equipement, Transports et Communication les activités en 2011 concernent trois départements ministériels que sont (i) le Ministère de l'Equipement et des Transports, (ii) le Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies et (iii) le Ministère de la Communication. Ces activités sont réparties entre les infrastructures et les services de transports, de communication et des postes.

### • Principaux résultats obtenus en matière de lutte contre la pauvreté dans le secteur entre 2007 et 2011 :

#### ✓ En matière de transport :

Pour le développement des infrastructures de transport, le Gouvernement a mis en chantier avec l'appui de ses partenaires, le second Projet Sectoriel des Transports (PST2) 2008-2012.

Ainsi entre 2008 et 2011, l'accent a été mis sur l'entretien courant des routes pour faciliter l'écoulement des produits des zones de production vers les zones de consommation. La longueur du réseau entretenu a augmenté de 10.53% en 2011 par rapport à 2010. L'état du réseau s'est aussi amélioré avec l'accroissement du linéaire de routes en terre entretenues. La réhabilitation des routes bitumées s'est poursuivie. Cependant, le réseau ferroviaire reste en état de dégradation avancée. Des investissements importants ont été réalisés dans le domaine du transport aérien dans le but de le rendre accessible au plus grand nombre.

#### ✓ En matière de communication :

La télé densité est passée de 3,37 lignes pour 100 habitants en 2004 à 70,31 lignes pour 100 habitants en 2011. Le nombre d'abonnés au mobile a presque triplé pendant la décennie.

Le pourcentage de la population couverte par la radio est de 97% 2011 et celle de la télévision, restée stable entre 2005 et 2006 à 80% est de 85% en 2011.

Le revenu global des deux opérateurs en 2011 est de 263,018 milliards de FCFA, contre 273,41, soit une baisse de 3,8%.

Selon le rapport 2010 du CRT (actuelle AMRPT), le revenu global enregistré en 2010 par les opérateurs du secteur, a connu une croissance de 15% soit 273,41 milliards CFA en comparaison avec celui de l'année 2009 qui était de 238.38 milliards. Sur cette somme globale, le marché de la téléphonie mobile a dégagé 239,4 Milliards. Quant à la téléphonie fixe, elle représente 12% du chiffre d'affaires réalisé en 2010.

La tendance observée en 2009 concernant les revenus par opérateur est restée la même avec un leadership à Orange Mali SA qui a fait un chiffre d'affaires de 185,91 milliards CFA en 2010 contre 168.1 milliards en 2009. La même progression est visible du côté de la SOTELMA SA avec 87,5 milliards contre 70 milliards l'année précédente,

En termes de croissance du parc national, on relève une progression de 46,01% en 2011 contre 65,25 % en 2010. Les clients de la téléphonie tous réseaux confondus qui se chiffraient à 4528613 clients en 2009, et de 7 483 724 d'abonnés en 2010 avec une télé-densité de 50%. Dans ce parc de 7 483 724 de clients, la SOTELMA affiche 2 764 368 clients contre 4 718 259 d'abonnés à Orange Mali. 98% du parc total des clients de 2010, sont dotés de téléphone mobile où le prépayé prédomine avec 99,99%. Quant à la téléphonie fixe, elle a connue une croissance de 18%.

Les deux opérateurs du secteur des télécommunications ont fait des investissements en 2011 à hauteur de 94,843 contre 98,20 milliards FCFA en 2010 soit une baisse de 3,53% mais une progression de 206% entre 2009 et 2010 (32,14 milliards de FCFA en 2009). La SOTELMA SA a beaucoup plus investi qu'Orange Mali SA avec respectivement 56,6 milliards contre 41,6 milliards en 2010.

En termes d'emplois, les effectifs du personnel des opérateurs sont de 1 167 agents en 2010 contre 1 111 agents en 2009 soit une augmentation de 5%. Chez Orange Mali - SA l'augmentation est remarquable (45 agents de plus contre 11 chez SOTELMA SA) en 2010. Le plan social concernant 610 agents de la SOTELMA SA, a été entièrement exécuté.

En termes de couverture de réseaux, la SOTELMA SA prédomine pour le fixe avec une présence dans 207 localités. Dans le réseau mobile, la présence d'Orange Mali SA est effective dans 8981 localités en 2010 soit 981 localités de plus qu'en 2009 contre 1645 localités pour la SOTELMA SA qui enregistrait une présence effective dans 1500 localités en 2009.

En comparaison avec 2009, le volume du trafic a connu une croissance en 2010.

Quant aux tarifs d'accès et de communication, ils sont restés stables malgré le nombre très élevé de promotions effectuées sur la période.

Les résultats ainsi obtenus entre 2008 et 2011 dans le cadre de la mise en œuvre du CSCRP dans le secteur en matière de développement des infrastructures ont contribué à la croissance et à la réduction de la pauvreté.

Aussi, la situation des financements mobilisés par rapport aux objectifs initialement fixés se présente comme suit :

## 1. ANALYSE DES FINANCEMENTS MOBILISES PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS INITIALEMENT FIXES

Tableau de l'évolution des indicateurs d'allocation budgétaire (en million de FCFA)

| Indicateurs                                      | 2008    | 2009    | 2010    | 2011    |
|--|---------|---------|---------|---------|
| Niveau du BSI global                             |         |         |         |         |
| • Montant BSI alloué                             | 107 055 | 120 580 | 127 573 | 121 764 |
| • Montant BSI réalisé                            | 41 629  | 68 773  | 103 165 | 93 793  |
| • Taux de réalisation                            | 38,88%  | 57%     | 80,86%  | 77,03   |
| Budget de l'entretien courant des routes         |         |         |         |         |
| • Budget alloué à l'entretien courant des routes | 14 117  | 16 576  | 20 500  | 19 500  |
| • Montant du budget réalisé                      | 8 790   | 12 079  | 20 425  | 18 668  |
| • Taux de réalisation                            | 60,61%  | 72,87%  | 99,63%  | 96%     |

Source : AR/DFM/CPS

De 2008 à 2010, le BSI alloué au département des transports était en progression avec une moyenne 6,96% par an. Le taux de réalisation a été de l'ordre de 77,03% en 2011 contre 80,86 en 2010, soit une régression de 3,83%.

Quant au fonds d'entretien du réseau routier, il a connu une augmentation progressive de 2008 à 2010 et a été multiplié par 2,5 entre 2007 et 2011.

### Evolution des indicateurs d'allocation budgétaire (en million de FCFA) MCPNT

| Indicateurs          | 2008   | 2009   | 2010   | 2011   |
|----------------------|--------|--------|--------|--------|
| Niveau du BSI global |        |        |        |        |
| Montant BSI alloué   | 13 063 | 25 462 | 38 215 | 19 448 |
| Montant BSI réalisé  | 10 642 | 20 958 | 26 171 | 11 734 |
| Taux de réalisation  | 81,47% | 82,31% | 68,48% | 60,34% |

Source : CPS/DFM

On constate que le taux de réalisation du BSI entre 2008 à 2011 a régressé de 81,47% à 60,34%, soit une baisse de ce qui dénote des difficultés de décaissement des montants alloués.

## **2. REALISATIONS EN 2011**

### **2.1. DOMAINE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS**

Les investissements en infrastructures économiques au cours de ces dernières années ont porté principalement sur la dotation du pays en infrastructures de transports adéquates.

En vue de stimuler et de promouvoir le développement du secteur privé, les autorités se sont fixées pour objectifs de lever les contraintes qui entravent le développement de ce secteur. Au delà de l'environnement des affaires qui est en cours d'amélioration, la faible dotation du pays en infrastructures socioéconomiques peut constituer un goulot d'étranglement. Les actions réalisées en 2011 l'ont été dans un contexte marqué par la mise en œuvre du deuxième Projet Sectoriel des Transports (PST2), des Programmes Routiers de l'UEMOA, du Millénum Challenge Corporation (MCC) et la poursuite de la mise en oeuvre du Programme Routier du 10ème FED.

Les actions majeures entreprises au sein du Département de l'Equipelement et des Transports au cours de l'année 2011 sont les suivantes:

#### **2.1.1. Dans les domaines législatif et réglementaire :**

- La poursuite des actions d'information et de sensibilisation des acteurs pour une application appropriée du Règlement N°14/2005/CM/UEMOA relative à l'harmonisation des normes et procédures du contrôle de gabarits, du poids et de la charge à l'essieu ;
- La réalisation de l'étude d'impact de l'application du Règlement N°14/2005/CM/UEMOA sur l'industrie du transport en 2011 en vue de la mise en œuvre des mesures d'accompagnement nécessaires;
- La signature du Décret N°2011-599/P-RM du 16 septembre 2011 adopté en Conseil des Ministres du 14 juillet 2011 portant création d'un Organisme chargé des Enquêtes, Accidents et Incidents d'Aviation au Mali ;
- La relecture de la Loi 93- 009 de la 11/02/1993 portant création de la Direction Nationale de la Météorologie et du Décret n°93- 320/P-RM du 14/09/1993 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de la Météorologie ;
- La signature du Décret N°2011-682/P-RM du 14 octobre 2011 portant ratification de la Constitution de la Commission Africaine de l'Aviation Civile (CAFAC) adoptée à Dakar le 16 décembre 2009,
- l'adoption du Décret N°2011-469/P-RM du 29 juillet 2011 portant approbation du Programme National de Sûreté de l'Aviation Civile ;
- l'adoption de la Loi N°2011-014 du 19 mai 2011 portant code de l'aviation civile ;
- l'adoption du Décret N°2011-597/P-RM du 16 septembre 2011 relatif aux servitudes aéronautiques ;
- l'adoption du Décret N°2011-598/P-RM du 16 septembre 2011 relatif à la police de la circulation des aéronefs ;
- l'adoption du Décret N°2011-599/P-RM du 16 septembre 2011 portant organisation et fonctionnement, de la Commission d'enquête sur les Accidents et Incidents d'Aviation;

- l'adoption du Décret N°2011-600/P-RM du 16 septembre 2011 relatif à l'assistance en escale ;
- l'adoption du Décret N°2011-601/P-RM du 16 septembre 2011 fixant les conditions de création, d'utilisation, d'exploitation et de contrôle des aéroports non ouverts à la circulation aérienne publique ;
- l'adoption du Décret N°2011-602/P-RM du 16 septembre 2011 relatif au service de sauvetage et de lutte contre les incendies d'aéronefs ;

### 2.1.2. Dans le domaine de la construction, de la réhabilitation et de l'équipement :

Les actions ont concerné la poursuite des efforts de désenclavement intérieur et extérieur qui se sont matérialisés par la réhabilitation de 100 km de routes bitumées et la construction 251,5 km de routes bitumées.

Evolution Indicateurs sectoriels inscrits dans la matrice d'évaluation du CSCRP

| Indicateurs                                    | Unité | 2010   | 2011    | Prévision 2012 |
|--|-------|--------|---------|----------------|
| Longueur de routes bitumées entretenues        | km    | 4 320  | 4 172   | 4 199,28       |
| Longueur de routes bitumées en bon état        | km    | 4 320  | 4 423,5 | PM             |
| Longueur de routes en terre entretenues        | km    | 7 880  | 9 692   | 8 143,28       |
| Longueur de routes en terre en bon état        | km    | 7 880  | 10 692  | PM             |
| Longueur de pistes construites ou réhabilitées | Km    | 971    | 1 000   | 5 037          |
| Longueur totale de routes entretenues          | Km    | 12 403 | 13 864  | 12 342,57      |
| Longueur de routes bitumées construites        | Km    | 150    | 251,5   | PM             |

Source : SDR/CPS

L'examen du tableau montre que la longueur du réseau entretenu a sensiblement augmenté. Ces performances sont dues à un meilleur suivi de l'exécution du programme d'entretien courant.

### 2.1.3. Dans le domaine de l'entretien des routes :

Le budget d'entretien routier en 2011 a été de 18,668 milliards de francs CFA, ce montant a servi à la réalisation de 13 864 km de routes prioritaires du réseau routier viable dont 4 172 km de routes bitumées, 9 692 km de routes en terre.

Dans les zones CMDT/OHVN, la CETRU a réalisé 1 129 km par la méthode de traitement des points critiques en 2011.

Signalons que le budget d'entretien courant exécuté en 2010 (20,5 milliards) est plus grand que celui de 2011 (18 668 milliards) et qu'à l'inverse, le linéaire de routes entretenues en 2011 (13 864 km) est plus grand que celui de 2010 (12 403 km). Ceci s'explique essentiellement par la différence de coûts unitaires et du volume des travaux réalisés entre les différentes zones du pays.

### 2.1.4. Dans le domaine du Transport Terrestre :

- Réalisation des études techniques détaillées pour la construction de deux aires de repos à Bougouni et Koumantou ;
- Construction de deux postes de secours routiers à Ouélessébougou et Bougouni ;
- Acquisition de cinq (05) Radars de contrôle de vitesse pour l'unité motocycliste de la Gendarmerie ;
- Acquisition de (9) motos équipées de radio-émetteur-récepteur pour l'unité motocycliste de la Gendarmerie ;
- Actions d'information, de formation et de sensibilisation des populations sur certains axes routiers sur la sécurité routière, le VIH-SIDA et l'environnement sur la RN7, Bamako-Dakar par le sud ;
- Identification du site du poste de péage/pésage de Koro sur la route Communautaire « Bandiagara-Bankass-Koro-frontière Burkina-Faso (route du poisson).

#### **2.1.5. Dans le domaine de la lutte contre l'insécurité routière et de la lutte contre le VIH :**

- La tenue de la semaine nationale de la sécurité routière du 10 au 17 octobre 2011 ;  
Le lancement de la décennie de la sécurité routière a eu lieu le 11 mai 2011 à l'hôtel SOFITEL sous la présidence du Chef de l'Etat sous le thème « *vaincre la fatalité de la route par un changement de comportement* » ;
- L'enlèvement de 168 véhicules en pannes et encombrant la voie et de 124 tas de matériaux de construction (graviers, sable, moellons, bois) dans le but de libérer certaines voies dans le District de Bamako ;
- La construction et l'équipement de trois postes de péage/pesages (Hérèmakono, Zégoua, Koury) dans le cadre de l'application du contrôle de la charge à l'essieu pour déterminer l'impact de l'application du Règlement N°14/2005/CM/UEMOA sur l'industrie du transport.
- Le remplacement du numéro 112 par le numéro 1112 pour le rendre plus opérationnel. Une convention de gestion a été signée entre l'ANASER et la DGPN ;
- L'introduction dans le circuit d'approbation, des projets de textes relatifs à l'institution d'un système d'information sur les accidents de la route et à l'institution de l'audit de sécurité routière ;
- La mise en place d'une commission de relecture du code de la route ;
- L'acquisition par l'ANASER de sept (07) éthylotests de dernière génération. Ces appareils ont été remis à la police et la Gendarmerie le 19 décembre 2011. Les opérations de tests d'alcoolémie ont débuté le 24 décembre 2011 ;
- L'appui par l'ANASER de la Gendarmerie pour l'organisation des contrôles de vitesse sur la Route Nationale N°6 (RN 6) et de la Police pour le contrôle d'alcoolémie dans le District de Bamako ;
- La préparation par la Cellule SIDA du MET du dossier d'appel d'offres pour le recrutement d'une ONG dans le cadre des actions de lutte contre le VIH SIDA (information, éducation et sensibilisation) au compte de l'ANASER des populations sur certains axes routiers.
- L'INFET a formé 335 conducteurs et chauffeurs dont : 117 personnes en 2009, 130 en 2010, 88 en 2011, la mise en place un (01) chantier école, et 118 autres agents du secteur public et privé en 2011 sur les techniques routiers et maintenance d'engin de terrassement.

## Indicateurs de sécurité routière

| N° | Indicateurs                                     | 2009   | 2010   | 2011   |
|----|---|--------|--------|--------|
| 1  | Nombre d'accidents de la circulation routière   | 12 910 | 10 465 | 9 957  |
| 2  | Victimes de la circulation routière             | 9 411  | 8 754  | 10 069 |
| 3  | Cas d'accidents impliquant les motos            | 6 341  | 5 065  | 6 262  |
| 4  | Nombre de tués                                  | 573    | 687    | 889    |
| 5  | Nombre de blessés                               | 8 838  | 8 067  | 9 180  |
| 6  | Taux d'évolution du nombre de tués sur la route |        | 19,89% | 29,40% |

Source : ANASER/CPS

Au cours de l'année 2011 la situation des indicateurs de sécurité routière se présente comme suit : 9 957 cas d'accidents contre 10 465 en 2010, soit une baisse de 4,85%. Les accidents impliquant les motocyclistes sont au nombre de 6 262 soit 53% du total, le nombre de tués en 2011 est de 889 personnes contre 687 en 2010 soit 29,40% de plus.

On remarque une baisse du nombre d'accidents entre 2009 et 2011 mais par contre une hausse du nombre de tués. Ce qui indique que les accidents deviennent de plus en plus mortels.

Les causes des accidents sont dues au comportement humain (excès de vitesse, mauvais état du véhicule, alcool et stupéfiant, non respect du code de la route)

### 2.1.6. Dans le domaine du transport aérien :

- La modernisation des infrastructures aéroportuaires se poursuit par :
- la finalisation des terminaux passagers A et B de l'aéroport Bamako-Sénou ;
- l'achèvement des travaux de construction d'une nouvelle aérogare fret à Bamako-Sénou ;
- la réception des travaux d'extension et modernisation de l'aéroport de Kayes ;
- la réalisation du Portail d'accès sur le périmètre de l'aéroport, la fourniture d'Equipements de sûreté et la construction de la Route d'enceinte interne et externe autour de l'aéroport de Bamako-Sénou, dans le cadre du Projet Régional de Sécurité et de Sûreté ;
- la finalisation des études d'aménagement d'un parc industriel à Bamako-Sénou et des aéroports de Kidal et de Taoudénit ;
- la mise en œuvre du Programme d'extension des aéroports de Bamako-Sénou, de Kayes, de Tombouctou, de Sikasso et de Mopti ;
- la construction, la réhabilitation et l'extension des aérodromes de l'intérieur, la clôture de l'aéroport de Sikasso de Nioro et de Yélimané ;
- le réaménagement de l'aérogare de Gao ;
- Il convient de noter que le processus de mise en concession de l'aéroport de Bamako Sénou a été enclenché.

## Evolution des indicateurs de transport aérien à Bamako-Senou

| Indicateurs  | Unité  | 2009     | 2010    | 2011     |
|--|--------|----------|---------|----------|
| Passagers transportés arrivées, départs et transit | Nombre | 599 040  | 613 837 | 582 243  |
| Mouvement d'aéronefs arrivées et départs           | Nombre | 11 726   | 11 858  | 12 802   |
| Fret aérien arrivée et départs                     | Tonne  | 6 179,81 | 6 523   | 8 213,86 |
| Colis postaux                                      | Kg     | 133 722  | 117 917 | 84 066   |

Source : ADM/CPS/MET

Le trafic commercial de Bamako-Sénou au titre de l'année 2011 a enregistré 582 243 passagers transportés (Arrivée+Départ+Transit) contre 613 837 en 2010 soit une régression de 5,15%, le mouvement d'aéronefs en 2011 est de 12 802 contre 11 858 en 2010, les colis postaux acheminés sont de 84 066 kg en 2011 contre 117 917 kg en 2010. Pour le fret arien, il a été acheminé 8 213,86 tonnes en 2011 contre 6 523 tonnes en 2010.

On constate que les indicateurs relatifs au transport aérien, sont en dents de scie depuis 2009.

### 2.1.7. Dans le domaine de la météorologie :

- la construction des stations météorologiques de Diéma ;
- l'établissement de liens de communication entre le Centre des opérations de la DNM et les avions, partout où ils se trouvent dans l'espace aérien du Mali ;
- la formation du personnel nécessaire à la conduite des opérations de pluies provoquées notamment les pilotes, les mécaniciens d'avion, les météorologistes, les techniciens de maintenance radars.
- La réalisation par le programme de pluies provoquées de 199 opérations d'ensemencement pendant la campagne agricole 2011-2012 dont 30 dans le District de Bamako. La répartition des opérations par région est de 49 à Kayes, 54 à Koulikoro, 28 à Sikasso, 24 à Ségou, 12 à Mopti, 01 à Tombouctou, et 01 à Gao.
- La production et la diffusion à la télé et à la radio de 402 bulletins dont 4 bulletins mensuels, 18 décadaires, 365 quotidiens et 23 Communications Verbales pour le Conseil des Ministres,
- La formation de 30 agents de vulgarisation et de 207 paysans dans 197 villages à l'utilisation des informations météorologique en 2011.

### 2.1.8. Dans le domaine de la Cartographie :

- L'élaboration par l'IGM dans le cadre de la cartographie, de 97 cartes thématiques au compte des usagers dont 49 cartes au format A0 des zones sensibles au Mali pour le compte du Centre National de Lutte contre les Criquets Pèlerins (CNLCP) ;
- L'exécution des travaux de reconnaissance et la mise en place de bornes de canevas de base à la frontière Mali-Sénégal en vue de sa matérialisation (environ 400 km, 18 bornes dont 14 construites et 04 anciennes intégrées) ;
- La poursuite des travaux de construction des agences régionales Sikasso, Mopti exécutés à 70,57% et de Tombouctou exécutés à 63,78%. Ce qui permettra à l'Institut d'être plus proche de la population.

- L'acquisition de deux (02) stations permanentes d'observations GPS ;
- L'élaboration du document de Politique nationale en matière d'information géographique.

#### 2.1.9. Dans le domaine de l'aménagement urbain :

- La poursuite des travaux des voiries urbaines de Koulikoro (5 km). Les travaux des voiries de Kidal (5,693 km) sont arrêtés pour des raisons sécuritaires ;
- L'aménagement des voies d'accès au 3<sup>ème</sup> Pont de Bamako (2 km) ;
- L'aménagement des rues piétonnes dans le District de Bamako (2 km) et de la rue 187 (30m) de Korofina.
- Le CNREX-BTP a étudié 15 bâtiments et assisté 12 entreprises et bureaux d'études dans leurs activités quotidiennes avec la mise en place de trois programmes de recherche sur les matériaux et procédés de construction.

#### 2.1.10. Dans le domaine ferroviaire :

Le Projet de textes sur la création, l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Autorité de Développement des Infrastructures Ferroviaires du Mali (AUDIFER) Transmission au SGG par BE n° 0277/MET-SG du 26 octobre 2011

#### Evolution des indicateurs de transport ferroviaire

| Indicateurs                                    | Unité  | 2008        | 2009        | 2010        | 2011        |
|--|--------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Tonnage kilométrique                           | TKM    | 370 883 950 | 386 873 263 | 397 631 107 | 355 044 000 |
| Voyageur kilométrique                          | VKM    | 93 678 825  | 45 633 278  | 39 269 458  | 44 353 000  |
| Passagers transportés par voie ferroviaire     | Nombre | 110 065     | 111 671     | 112 687     | 111 139     |
| Marchandises transportées par voie ferroviaire | Tonne  | 378 986     | 390 753     | 439 926     | 380 661     |

Source : CPS/TRANSRAIL

- Le tonnage kilométrique transporté est de 355 044 000 en 2011 contre 397 631 107 en 2010 soit une baisse de 10,71% ;
- Le nombre de passagers transportés en 2011 est de 111 139 contre 112 687 en 2010 soit une baisse de 1,37%.
- La quantité de marchandises transportées a connu une baisse de 13,47% en 2011 pour 380 661 tonnes de marchandises transportées contre 439 926 tonnes en 2010.

L'état de dégradation de la route nationale RN3 aurait pu avoir une incidence favorable sur le trafic ferroviaire n'eut été le mauvais état du réseau ferroviaire.

Rappelons qu'en 2011 le trafic ferroviaire a représenté 11% du fret national.

#### 2.1.11. Dans le domaine du transport fluvial :

- L'amélioration des conditions de navigation par la réalisation des travaux confortatifs concernant les quais fluviaux le long du fleuve Niger dans les localités de Ténenkou et Konna dans le cadre du PST2 ;
- la poursuite du processus d'acquisition de 2 bateaux à faible tirant d'eau.

En 2011, la période de navigabilité reste de 4 à 5 mois. Signalons que le chenal navigable est fortement menacé par l'ensablement, la jacinthe d'eau, la dégradation avancée des berges du fleuve. On constate que la période de navigabilité a été réduite d'un mois en 2011 à cause de faible pluviométrie enregistrée.

#### Evolution des indicateurs de transport fluvial de la COMANAV

| Indicateurs                | Unité  | 2008        | 2009        | 2010        | 2011        |
|----------------------------|--------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Passagers transportés      | Nombre | 7 962       | 5 187       | 5 741       | 7 858       |
| Marchandises transportées  | Tonne  | 35 883      | 8 151       | 5 067       | 8 859       |
| Tonne- kilométrique        | TKM    | 3 111 796   | 3 432 000   | 2 482 211   | 4 637 878   |
| Voyageur- kilométrique     | VKM    | 3 986 043   | 2 343 000   | 2 482 458   | 6 031 031   |
| Chiffre d'affaires total   | FCFA   | 502 093 724 | 418 570 000 | 294 322 000 | 503 693 000 |
| Période de navigabilité    | mois   | 5 à 6       | 5 à 6       | 5 à 6       | 4 à 5       |
| Quais fluviaux réhabilités | Nombre | 0           | 2           | 2           | 0           |

Source : rapport d'activité 2011 COMANAV/CPS

- La poursuite par la COMANAV du trafic voyageurs et marchandises avec en 2011, 7858 voyageurs transportés contre 5 741 en 2010 et 8 859 tonnes de marchandises en 2011, contre 5 067 tonnes en 2010 soit 36,87% d'augmentation pour les voyageurs et 74,83% pour les marchandises ;
- En 2011, le chiffre d'affaire a connu une évolution de 71,13% par rapport à 2010.

#### 2.1.12. Dans le domaine de l'amélioration des conditions de travail des agents de l'Etat :

- La réception des travaux du projet d'achèvement de la 1ère tranche de la Cité Administrative de Bamako ;
- La réalisation de 3,4 km de voiries et réseaux divers réalisés au niveau de la Cité Administrative ;
- La poursuite des travaux d'installation du système de télécommunication gouvernementale est de 50% au niveau de la Cité Administrative.

#### 2.1.13. Dans le domaine de la création d'emplois :

Le nombre d'emplois créés au titre de l'année 2011 dans le cadre des projet/programmes du MET est de **5116** emplois par les structures suivantes : ANAC (217), COMANAV (11), AGETIPE (3 171), CETRU (116), DNM (27), AGEROUTE (845), DNR (536), DNTTMF (112), CNREX BTP (12), UNC (32) et IGM (37).

## **2.2. DOMAINE DE LA COMMUNICATION DE LA POSTE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES**

### **2.2.1. Mission et politique sectorielle du MCPNT**

Le Ministère de la Communication, de la Poste et des Nouvelles Technologies élabore et met en œuvre la politique nationale dans les domaines des médias, des télécommunications, de la poste et des nouvelles technologies. A ce titre, il exerce notamment les attributions suivantes :

- la préparation et la mise en œuvre de la politique de développement des médias, publics et privés ;
- le développement et la diffusion de la création audiovisuelle ;
- la participation à la mise en œuvre des actions conduites en vue d'assurer la diffusion et le rayonnement de la culture malienne ;
- l'élaboration et le suivi de l'application des mesures relatives aux différents secteurs de la communication ;
- l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- le développement de l'utilisation des nouvelles technologies dans tous les secteurs de la vie économique, sociale et culturelle ;
- la promotion et le suivi de l'action gouvernementale dans le domaine des technologies de l'information et de la communication ;
- la facilitation de l'accès des technologies de l'information et de la communication au plus grand nombre de personnes ;
- la proposition de solutions adaptées aux réalités maliennes dans le domaine des TIC.

Pour la réalisation de ces missions, le MCPNT dispose de Textes officiels et d'une Politique sectorielle ou Politique Nationale de Communication pour le Développement comportant des axes d'orientation, un Cadre Institutionnel, Juridique et Réglementaire. Dans le cadre de cette politique il existe également un programme de Formations en Communication pour le Développement et le développement des Médias et des Choix technologiques.

Pour des besoins d'évaluation du secteur dans le cadre du CSCR, 09 indicateurs clés sont retenus pour 04 domaines ci-après. Il s'agit de :

- dans le domaine de l'audiovisuel :
  - pourcentage de la population couverte par la radio nationale
  - pourcentage de la population couverte par la télévision nationale
- dans le domaine de la télécommunication :
  - pourcentage de communes couvertes par le téléphone fixe et ou mobile
  - Télé-densité téléphonie fixe et mobile (un des indicateurs objectifs « universalité : accès pour tous » ;
- dans le domaine des postes :
  - densité postale
  - bureau de poste
  - boîtes postales

- dans le domaine des TIC :
  - pourcentage de communes connectées à l'INTERNET ;
  - sites web créés.
- Dans le domaine des médias :
  - publications ;
  - couverture médiatique.

Les actions majeures entreprises au sein des Départements de la Communication et des postes et nouvelles Technologies au cours de l'année 2011 sont les suivantes:

### **2.2.2. Dans les domaines législatif et réglementaire :**

En 2011, les textes législatifs et réglementaires ci-dessous ont été adoptés :

- l'Ordonnance N°2011-023/P-RM du 28 septembre 2011, relative aux télécommunications et aux technologies de l'information et de la communication ;
- l'Ordonnance N°2011-024/P-RM du 28 septembre 2011, portant régulation du secteur des télécommunications, des technologies de l'information, de la communication et des postes ;
- l'Ordonnance N°2011-012/P-RM du 20 septembre 2011 portant création de la Poste.

### **2.2.3. Réalisations dans le domaine de la téléphonie :**

A l'image des autres pays du monde, le Mali a initié dans son secteur des télécommunications, une réforme en 1998, avec comme objectifs entre autres :

- accroître l'offre de services téléphoniques et faciliter l'accès aux services de télécommunications au plus grand nombre d'utilisateurs en particulier en zone rurale ;
- offrir des services variés et de bonne qualité à des prix concurrentiels qui soient plus orientés vers les coûts réels ;
- La Stratégie d'accès universel aux services de télécommunication et TIC pour faciliter l'accès au plus grand nombre d'utilisateurs en particulier en zone rurale ;
- la promotion des télécommunications, comme secteur économique essentiel à l'essor d'une économie compétitive, ouverte au monde et où le secteur des services représente une part importante du PIB.
- augmenter les investissements productifs privés, nationaux et internationaux dans le secteur des télécommunications, etc.

Pour atteindre ces objectifs, il a été mise en œuvre les actions suivantes :

- la mise en place d'un cadre juridique et réglementaire régissant les télécommunications ;
- la création de l'autorité de régulation des télécommunications ;
- l'ouverture du secteur à la concurrence ;
- l'ouverture du capital de l'opérateur historique (SOTELMA).

Le marché de la téléphonie en 2011 poursuit sa croissance accélérée tirée par le marché du mobile. Cette croissance a été fortement impactée avec l'arrivée du partenaire stratégique (MAROC TELECOM) en 2009, suite à la privatisation de l'opérateur historique (SOTELMA).

Le marché du mobile a connu un réveil accéléré avec un parc total de 10 822 000 abonnés en 2011. Le taux de croissance du parc mobile a atteint 58,4% en 2011 contre 64,56% en 2010.

Le marché du fixe peine à suivre la même tendance que le mobile. Cette situation s'explique en partie du fait de la préférence du mobile par la majorité des utilisateurs.

Il a été enregistré une télé densité globale (fixe et mobile) de 70% en 2011 contre 51% en 2010.

En matière de couverture, les réseaux mobiles se sont étendus significativement sur l'ensemble du territoire. Par contre, des efforts restent à faire dans le domaine de l'INTERNET, en vue de faciliter l'accès de ce service par les populations maliennes.

L'objectif global de la politique dans le secteur est d'assurer le désenclavement intérieur et extérieur par les moyens de communication avec une accessibilité pour tous et à moindre coût.

➤ **Le réseau fixe:**

En 2011, pour 104 496 abonnés, le réseau fixe a enregistré un taux de progression de 30,37% par rapport à 2010 avec 80 148 abonnés. Les résultats de la stratégie sectorielle font ressortir qu'en 2008, le nombre d'abonnés au fixe s'élevait à 76 544 contre 68 070 lignes fixes en 2009, 112 546 abonnés en 2010 et 124 365 abonnés en 2011.

Cela est dû à d'énormes efforts consentis par les opérateurs en matière de déploiement des infrastructures plus modernes.

➤ **Le réseau mobile :**

Le parc d'abonnés au mobile s'élève à 10 822 000 en 2011 contre 7 403 576 en 2010 correspondant à 3 418 424 nouveaux clients. Le nombre de nouveaux clients enregistrés en 2010 était de 865 743. Le taux de croissance du parc mobile est de 46,98% en 2011 contre 65,98% en 2010.

➤ **Le réseau téléphonique (fixe et mobile) :**

De manière globale, en 2011, l'extension des réseaux téléphoniques (fixe et mobile) a atteint une télé densité de 70 lignes pour 100 habitants contre 50 lignes pour 100 habitants en 2010 soit un taux d'évolution de 37,25%.

En 2011, le nombre de communes branchées sur un réseau téléphonique (fixe et mobile) a atteint 485 avec un taux de couverture de 69%.

➤ **Facilitation de l'accès à l'INTERNET :**

Le développement rapide des technologies et la concurrence qui règne sur le marché pousse les opérateurs vers les technologies nouvelles filaires, à intégration de services diversifiés de meilleure qualité. Deux technologies par lesquelles le service INTERNET est accessible à de meilleure qualité sont à la base de l'amélioration du parc du réseau filaire : les technologies ADSL et BLR.

## ➤ Les tarifs de communication :

Depuis 2008, les tarifs ont été marqués par des baisses sur l'ensemble des réseaux en particulier les réseaux mobiles. Ces baisses ont concerné les tarifs des communications vers les mobiles et l'international.

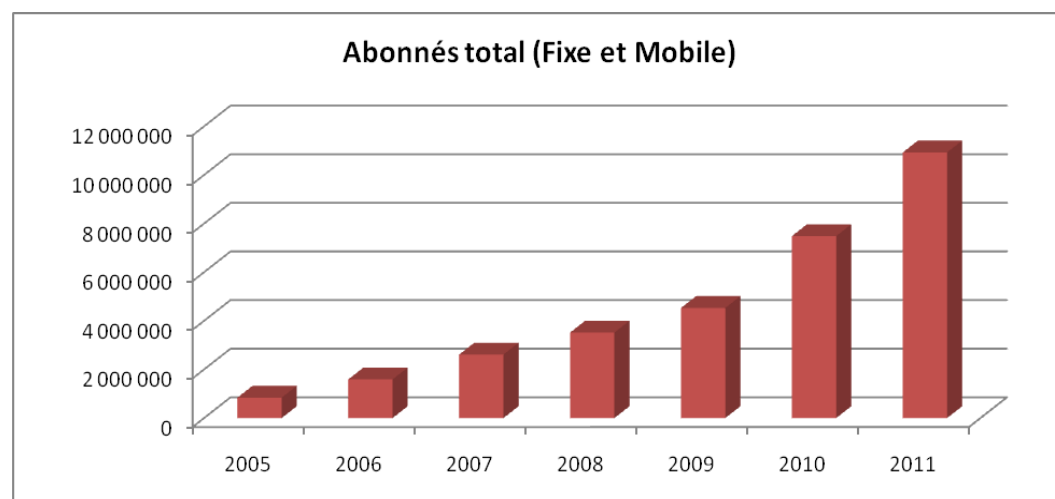
Notons par ailleurs que la concurrence s'est accentuée sur le marché de la téléphonie mobile avec des campagnes de promotions et des baisses tarifaires des deux opérateurs.

## Évolution des indicateurs de télécommunication de 2004 à 2011 au Mali

| Indicateurs   | Unité            | 2004 | 2005 | 2006 | 2007      | 2008  | 2009  | 2010  | 2011  |
|---|------------------|------|------|------|-----------|-------|-------|-------|-------|
| Densité téléphonique nationale  | Lignes /100 hbts | 3,37 | 6,25 | 11,5 | 20,8<br>3 | 26,4  | 36    | 50    | 70    |
| Pourcentage de communes couvertes par les téléphones (fixe et mobile) | %                | 10   | 15   | 20   | 30        | 67    | 68    | 68    | 69    |
| Localités couvertes par le mobile                                     | Nombre           | 350  | 500  | 700  | 1600      | 7 100 | 8 092 | 8950* | 9256* |
| Localités couvertes par le fixe                                       | Nombre           | 285  | 295  | 302  | 768       | 774*  | 883*  | 998*  | 1054* |

Source : CPS-ETC(Malitel/Sotelma /Orange- Mali) (\*) : Les données sont provisoires

## Évolution du nombre d'abonnés au téléphone de 2004 à 2011



Source : CPS-ETC

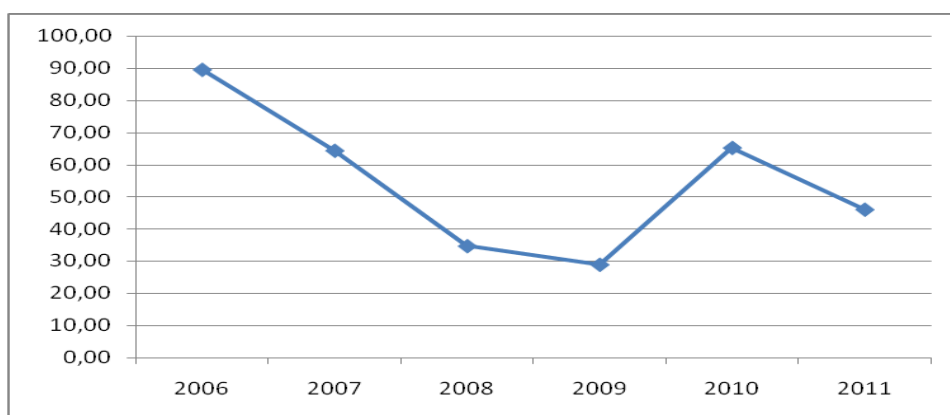
Entre 2005 et 2011, le total des abonnés au fixe et au mobile a été multiplié par 13 passant de 837 890 abonnés en 2005 à 10 926 696 avec le plus fort taux d'accroissement entre 2010 et 2011 de 31%.

## Evolution du taux d'accroissement de l'investissement fait par les deux opérateurs

| Indicateur                     | unité  | 2006    | 2006      | 2007      | 2008      | 2009      | 2010      | 2011       |
|--------------------------------|--------|---------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|
| Total abonnés (fixe et mobile) | Nombre | 837 890 | 1 588 516 | 2 610 890 | 3 515 112 | 4 528 613 | 7 483 724 | 10 926 696 |
| Accroissement                  | %      |         | 89,59     | 64,36     | 34,63     | 28,83     | 65,25     | 46,01      |

Source : CRT/CPS-ETC

### Evolution du taux d'accroissement du nombre d'abonnés au fixe et au mobile



Source : CPS-ETC

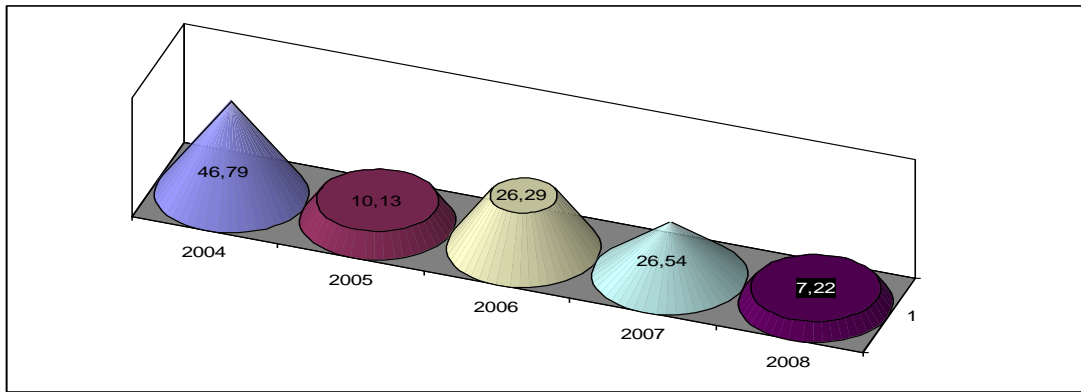
De 2002 à 2006, le taux d'accroissement annuel était en nette augmentation jusqu'à 89,59%. A partir de 2006 jusqu'en 2011, il y eu un ralentissement de l'augmentation annuelle du nombre de nouveaux abonnés en termes de taux jusqu'à 28,84% en 2009 suivi d'un redressement à partir de 2010.

### La situation des investissements réalisés dans le domaine de la téléphonie de 2004 à 2011

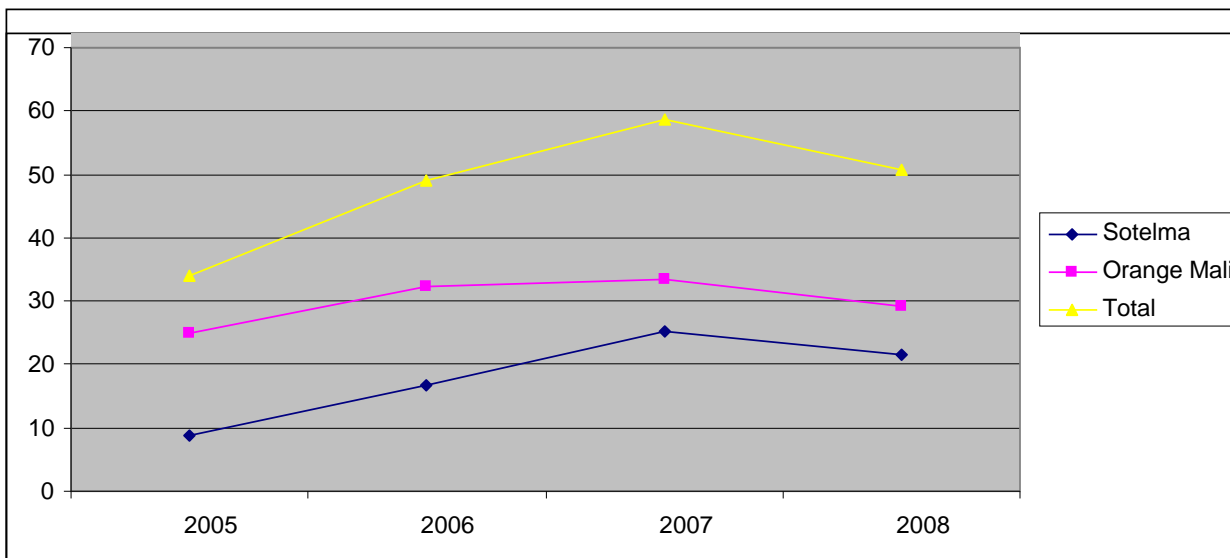
| Opérateurs                           | Unité     | 2004  | 2005   | 2006  | 2007  | 2008   | 2009   | 2010   | 2011   |
|--------------------------------------|-----------|-------|--------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|
| SOTELMA                              | Milliards | 31,14 | 8,89   | 16,84 | 25,30 | 21,42  |        |        |        |
| Orange Mali                          | Milliards | 15,00 | 25,00  | 32,27 | 33,42 | 29,30  |        |        |        |
| Total                                | Milliards | 46,14 | 33,89  | 49,11 | 58,72 | 50,72  | 32,14  | 98,2   | 94,843 |
| Taux d'évolution des investissements | %         | nd    | -26,65 | 44,91 | 19,57 | -13,62 | -36,63 | 205,54 | -3,42  |

Source : CRT/CPS

### Évolution du taux de revenu global des opérateurs téléphoniques de 2004 à 2008



### Evolution des investissements téléphoniques de 2005 à 2008 en milliards de FCFA



### Évolution des revenus par opérateur téléphonique de 2004 à 2011

| Opérateurs                   | Unité     | 2004   | 2005   | 2006   | 2007   | 2008   | 2009 | 2010 | 2011 |
|------------------------------|-----------|--------|--------|--------|--------|--------|------|------|------|
| Sotélma                      | milliards | 71,87  | 61,98  | 59,18  | 69,29  | 70,28  |      |      |      |
| Orange Mali                  | milliards | 45,46  | 67,23  | 104    | 137,19 | 151,11 |      |      |      |
| Total                        | milliards | 117,33 | 129,21 | 163,18 | 206,48 | 221,39 |      |      |      |
| Taux d'évolution des revenus | %         | 46,79  | 10,13  | 26,29  | 26,54  | 7,22   |      |      |      |

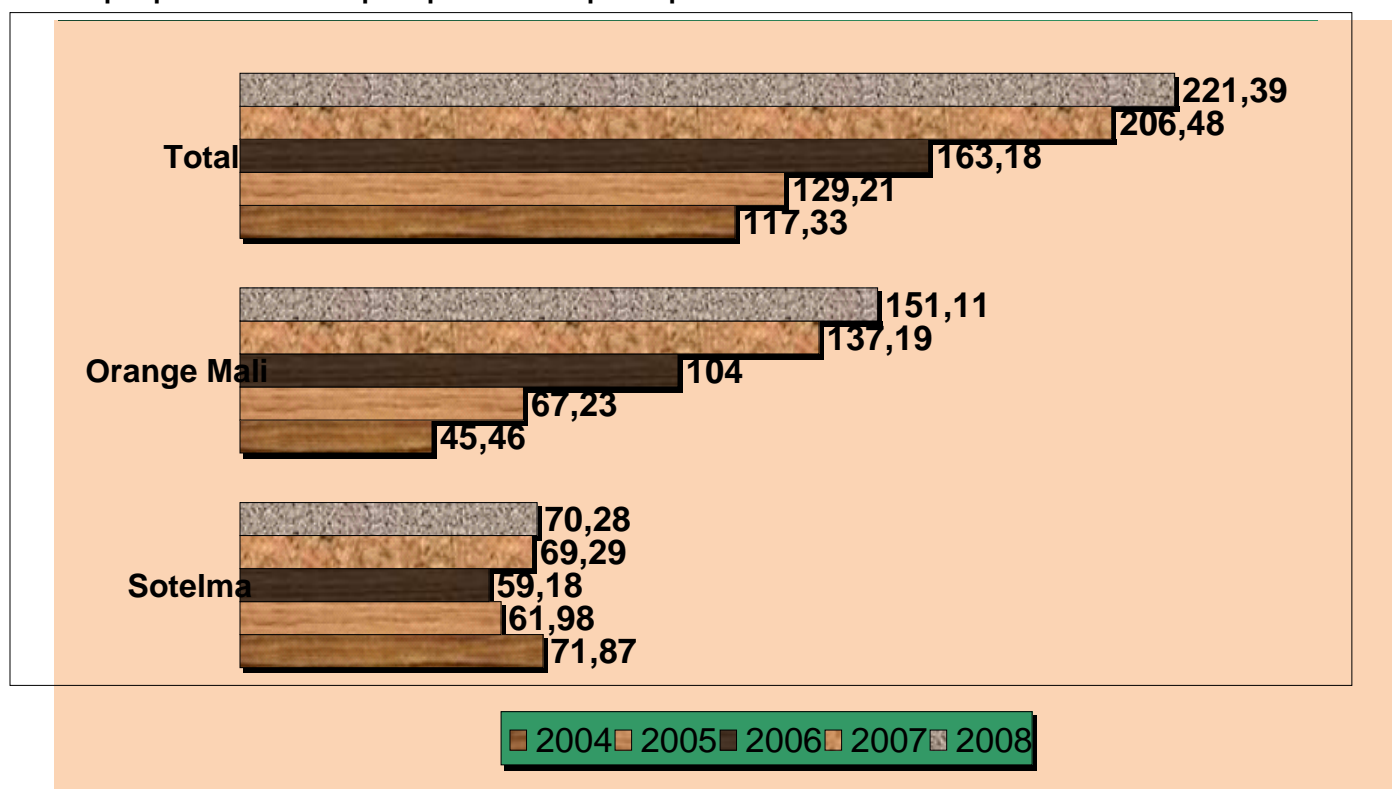
Source : rapport d'activité CRT2008

### Situation du personnel des opérateurs téléphoniques de 2004 à 2011

| Opérateurs                            | Unité  | 004         | 2005        | 2006        | 2007         | 2008         | 2009 | 2010 | 2011 |
|---------------------------------------|--------|-------------|-------------|-------------|--------------|--------------|------|------|------|
| SOTÉLMA                               | nombre | 1548        | 1561        | 1537        | 1444         | 1375         | nd   |      |      |
| ORANGE Mali                           | nombre | 136         | 152         | 251         | 308          | 336          | 372  |      |      |
| <b>Total</b>                          | nombre | <b>1684</b> | <b>1713</b> | <b>1788</b> | <b>1752</b>  | <b>1711</b>  |      |      |      |
| <b>Taux d'évolution de l'effectif</b> | %      | <b>4,21</b> | <b>1,72</b> | <b>4,38</b> | <b>-2,01</b> | <b>-2,34</b> |      |      |      |

Source : rapport d'activité CRT2009

### Graphique des revenus par opérateur téléphonique



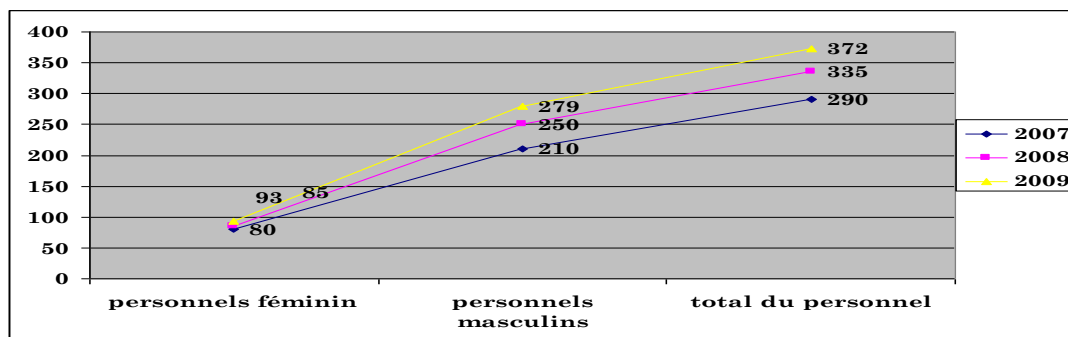
### Évolution du personnel d'Orange Mali de 2007 à 2011

| Désignations                        | Unité  | 2007  | 2008  | 2009  | 2010 | 2011 |
|-------------------------------------|--------|-------|-------|-------|------|------|
| Personnel féminin                   | nombre | 80    | 85    | 93    |      |      |
| Personnel masculin                  | nombre | 210   | 250   | 279   |      |      |
| Total du personnel                  | nombre | 290   | 335   | 372   |      |      |
| Pourcentage féminin dans l'effectif | %      | 27,59 | 25,37 | 25,00 |      |      |

|                               |   |       |       |       |  |  |
|-------------------------------|---|-------|-------|-------|--|--|
| Taux d'évolution du personnel | % | 15,54 | 15,52 | 11,04 |  |  |
|-------------------------------|---|-------|-------|-------|--|--|

Source : rapport d'activité CRT2008

### Évolution du personnel par genre de l'Orange Mali de 2007 à 2009



#### 2.2.4. Dans le domaine de la poste:

La densité postale est stable entre 2009 à 2011 avec 1 point de contact pour 142 105 habitants. Le nombre de boîtes postales concédées s'est accru en 2011 avec l'abonnement de 1 220 nouveaux clients. L'ensemble des indicateurs postaux a fait assez de progrès, ce qui démontre le redémarrage des activités postales dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

#### Evolution des indicateurs inscrits dans la matrice du CSCR

| N° | Indicateurs               | Unité                                     | 2009     | 2010     | 2011     |
|----|---------------------------|---|----------|----------|----------|
| 1  | Bureaux de postes         | Nombre                                    | 90       | 90       | 95       |
| 2  | Densité postale nationale | Points de contacts pour 100 000 habitants | 1/142105 | 1/142105 | 1/142105 |
| 3  | Boîtes postales           | Nombre                                    | 29 780   | 30 140   | 31 360   |

La densité postale est restée stable entre 2009 et 2011 avec 1 point de contact pour 142 105 habitants et le nombre de boîtes postales concédées est de 30 398 en 2011.

#### Evolution des indicateurs sectoriels de la poste retenus 2009 à 2011

| Indicateurs                          | Unité  | 2009      | 2010      | 2011      | Perspective 2012 |
|--------------------------------------|--------|-----------|-----------|-----------|------------------|
| Délai moyen d'acheminement           | Nombre | J+2       | J+2       | J+2       | PM               |
| Taux de perte des envois de la poste | %      | 5%        | 2,5%      | 2%        | PM               |
| Mandats postaux locaux               | Nombre | 2 291     | 24 355    | 46 050    | PM               |
| Mandats postaux exports              | Nombre | 438       | 604       | 286       | PM               |
| Mandats postaux imports              | Nombre | 2 795     | 4 799     | 5 038     | PM               |
| Envois postaux import                | Nombre | 1 963 618 | 1 036 001 | 1 087 801 | PM               |
| Envois postaux domestiques           | Nombre | 1 610 120 | 3 546 660 | 2 888 614 | PM               |
| Bureaux de poste                     | Nombre | 90        | 90        | 95        | PM               |
| Boîtes postales                      | Nombre | 29 780    | 30 140    | 31 360    | PM               |
| Effectif personnel                   | Nombre | 432       | 373       | 370       | PM               |

Sources : ONP/CPS

**2.2.5. Les Technologies de l'Information et de la Communication:****Connectivité INTERNET**

L'année 2011 a été marquée la connexion de neuf (09) communes à l'INTERNET et la poursuite des travaux de connexion des écoles dans le cadre du projet INTERNET à l'école **réalisée** par l'AGETIC.

La formation des cadres et agents de l'Etat, s'est poursuivie avec la formation de 420 Cadres et Agents en 2010 qui était de 300 personnes en 2009 soit un taux de progression de 40% par rapport à 2009. On constate également la création de sites web de 21 en 2009 à 27 sites en 2010, la connexion des écoles aux TIC est de 09 écoles en 2010 contre 08 écoles en 2009.

La connexion des communes à l'Internet passe de six (06) en 2009 à huit (08) communes en 2010,

Les actions programmées par le département en 2012 sont : Projet Techno, Pole Modernisation Réseau fibre optique et la Modernisation E-gouvernement.

**Évolution des indicateurs de TIC de 2005 à 2011**

| Indicateurs                                      | 2005      | 2006      | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|--|-----------|-----------|------|------|------|------|------|
| Bande passante Internet (en Mb)                  | 179       | 179       | 179  | 179  |      |      |      |
| Nombre de Ministères connectés                   | 6         | 19        | 30   | 30   |      |      |      |
| Nombre de services connectés de l'administration | 4         | 30        | 69   | 73   |      |      |      |
| Nombre de techniciens formés                     | 300       | 300       | 640  | 650  | 950  |      |      |
| Nombre de communes connectées                    | 3         | 3         | 39   | 39   | 8    |      |      |
| Nombre de cybercafés                             | 150       | 94        | nd   | nd   |      |      |      |
| Nombre de FAI                                    | 0         | 0         | 40   | 40   |      |      |      |
| Nombre de télé centres communautaires            | 13        | 23        | 72   | 72   |      |      |      |
| Nombre d'internautes                             | 1 000 000 | 1 300 000 | nd   | nd   |      |      |      |
| Nombre de sites web créés                        | 40 000    | 50 000    | nd   | nd   | 27   |      |      |

Source : CPS-ETC

**Evolution des indicateurs de l'AGETIC de 2007 à 2011**

| N° | Indicateurs                             | Unité    | 2007  | 2008  | 2009  | 2010  | 2011 |
|----|---|----------|-------|-------|-------|-------|------|
| 1  | Cadres/agents formés de l'Etat          | nombre   | 300   | 300   | 300   | 420   |      |
| 2  | Agents Communaux formés                 | nombre   | 60    | 30    | 0     | nd    |      |
| 3  | Cadres scolaires formés                 | nombre   | 50    | 0     | 0     | nd    |      |
| 4  | Applications développées                | nombre   | 1     | 3     | 2     | 2     |      |
| 5  | Ecoles connectées                       | nombre   | 13    | 19    | 27    | 9     |      |
| 6  | Communes connectées a internet          | nombre   | 39    | 39    | 45    | 8     |      |
| 7  | Domaines créés sous le ml               | nombre   | 0     | 30    | 40    | 30    |      |
| 8  | Services publics, parapublics connectes | nombre   | 30    | 36    | 43    | 12    |      |
| 9  | Telecentres communautaires créées       | nombre   | 0     | 0     | 0     | nd    |      |
| 10 | Chiffre d'affaire de L'AGETIC           | millions | 3 050 | 6 687 | 5 488 | 4 564 |      |
| 11 | Personnel total                         | nombre   | 69    | 85    | 99    | 110   |      |
| 12 | Personnel masculin                      | nombre   | 44    | 59    | 70    | 79    |      |

|    |   |        |     |     |     |     |  |
|----|---|--------|-----|-----|-----|-----|--|
| 13 | Programmes de formation                     | nombre | 4   | 4   | 4   | 12  |  |
| 14 | Taux d'exécution des formations programmées | %      | 100 | 100 | 100 | 140 |  |
| 15 | Centres de vidéoconférence opérationnels    | nombre | 0   | 10  | 20  | nd  |  |

Source : AGETIC

### 2.2.6. Dans le domaine de l'Audiovisuel :

Le pourcentage de la population couverte par la radio nationale se situe en 2011 aux alentours de 98%. Celle de la télévision est restée stable entre 2009 et 2011 à 85%. Deux millions sept cent mille récepteurs radio sont possédés par la population en 2008. Il faut attribuer ce phénomène à l'impact positif des radios de proximité qui utilisent les langues nationales comme media de communication et servent aux populations des programmes axés sur leurs préoccupations quotidiennes.

En 2011, le nombre de communes couvertes par les radios proximités est de 420 contre 398 en 2009.

Le CESPAC a réalisé 22 documentaires cinématographiques en 2011 contre 35 en 2010 et 30 microprogrammes de sensibilisation contre 20 en 2010 avec trois plans et stratégies de communication et 12 paquets pédagogiques.

#### Évolution des indicateurs de l'Audiovisuel (ORTM) de 2006 à 2011

| Indicateurs  | Unité  | 2006      | 2007      | 2008      | 2009 | 2010 | 2011 |
|--|--------|-----------|-----------|-----------|------|------|------|
| Récepteurs radiophonique existant  | Nombre | 2 500 000 | 2 600 000 | 2 700 000 | nd   | nd   |      |
| Communes couvertes par la radio rurale (abritant une radio de proximité) | Nombre | 386       | 391       | 394       | 8    | 8    |      |
| Pourcentage de populations couvertes par la radiodiffusion               | %      | 86        | 89        | 90        | 98   | nd   |      |
| Pourcentage de localités couvertes par la diffusion télévisuelle         | %      | 80        | 85        | 85        | 85   | nd   |      |
| Ménages ayant un récepteur radio   | Nombre | 550 000   | 650 000   | 1 000 000 | nd   | nd   |      |
| Ménages ayant un récepteur TV  | Nombre | 450 000   | 500 000   | 700 000   | nd   | nd   |      |
| Paraboles de réception   | Nombre | 1600      | 1620      | 1650      | nd   | nd   |      |

Sources : ORTM-CPS

#### Evolution des indicateurs du CESPAC de 2007 à 2011

| N° | Indicateurs                                     | Unité  | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|----|---|--------|------|------|------|------|------|
| 1  | Documentaires cinématographiques réalisés       | nombre | 25   | 20   | 21   | 35   | 22   |
| 2  | Communes/villages sensibilisées sur le VIH/SIDA | nombre | 1    | 0    | 0    | nd   |      |
| 3  | Paquet pédagogiques et formations               | nombre | 5    | 4    | 12   | 10   | 12   |
| 4  | Microprogramme de sensibilisation               | nombre | 5    | 3    | 8    | 20   | 30   |

|   |                                    |        |   |   |   |   |   |
|---|------------------------------------|--------|---|---|---|---|---|
| 5 | Plan et stratégie de communication | nombre | 3 | 2 | 1 | 1 | 3 |
|---|------------------------------------|--------|---|---|---|---|---|

Source : CESP

### Evolution des indicateurs de l'AMAP de 2007 à 2011

| N° | Indicateurs                                   | Unité  | 2007      | 2008      | 2009      | 2010 | 2011 |
|----|---|--------|-----------|-----------|-----------|------|------|
| 1  | Abonnés                                       | nombre | 6 861     | 6 788     | 7 272     |      |      |
| 2  | Bulletin hebdomadaire sur le site web AMAP    | nombre | 120 000   | 120 000   | 130 000   |      |      |
| 3  | Campagnes de publicités réalisées             | nombre | 3 949     | 4 792     | 4 332     |      |      |
| 4  | Bulletins produits                            | nombre | 12 000    | 12 000    | 12 000    |      |      |
| 5  | Dépêches reçues et traitées                   | nombre | 142 000   | 142 000   | 142 000   |      |      |
| 6  | Essor bulletin national d'information produit | nombre | 1 950 000 | 1 950 000 | 1 950 000 |      |      |
| 7  | Kibaru produit                                | nombre | 192 000   | 192 000   | 192 000   |      |      |
| 8  | Kaabarou produit                              | nombre | 24 000    | 24 000    | 24 000    |      |      |
| 9  | Xibaare produit                               | nombre | 24 000    | 24 000    | 24 000    |      |      |

Source : AMAP

### 3. PERSPECTIVES 2012 DANS LE SECTEUR :

#### 3.1. Dans le sous secteur de l'Équipement et des Transports :

L'année 2012 sera marquée par la poursuite des actions entamées en 2011 et le démarrage de projets dans le cadre de la mise en œuvre des différents programmes en cours (second Programme Sectoriel des Transports, les programmes de réalisation d'infrastructures financés par l'UEMOA et les projets financés par l'Union Européenne dans le cadre du 10<sup>ème</sup> FED. Il s'agit de :

- L'achèvement des travaux de la route Kita-Toukoto-Bafoulabé, la construction de la route en terre Bandiagara-Douentza, la réhabilitation et la modernisation du magasin et aire de dédouanement de Faladié, la voie d'accès à la Direction Générale des Douanes et les aires de repos sur le tronçon Bamako-Bougouni au compte de l'AGEROUTE ;
- L'achèvement des travaux de la partie urbaine de la RN5 Woywayanko au Point Y de Sébenicoro en commune IV (4.5km) ;
- La construction de la voie d'accès à l'université de Kabala, la voirie urbaine de Mopti ;
- La construction de la route Fana-Dioïla ;
- La construction de la route Konobougou-Baraouéli ;
- La construction de la route Macina-Diafarabé ;
- La construction de la route Banamba-Touba ;
- La poursuite des travaux de construction de la route Goma-coura-Nampala-Léré-Niafunké-Tombouctou et Goundam –Diré (484 km) ;
- La poursuite des travaux de la construction de l'Autoroute en 2x2 voies de Bamako-Ségou (240 km) phase I ;
- La poursuite des travaux de construction de la route intercommunautaire Banconi-Djalakorodji-Safo en commune I dans le District de Bamako ;

- La réhabilitation/reconstruction des pistes dans la zone de Kita et Bougouni ;
- La poursuite des travaux de bitumage des voies de raccordement du 3ème Pont de Bamako à la RN6 (Bko-Ségou) et à la RN27 (Bamako-Koulikoro) ;
- La poursuite des travaux de bitumage des routes Manantali- Mahina et Bafoulabé- Mahina ;
- Kayes- Diamou- Bafoulabé ;
- Wo- Bankass-Koro
- l'acquisition des deux bateaux à faible tirant d'eau qui vont renforcer la flotte de la COMANAV et permettre la navigation sur une plus longue période ;
- la poursuite de la modernisation de l'Aéroport de Bamako Sénou et la route Niono-Goma Coura dans le cadre du Millénum Challenge Acompte;
- La mise en œuvre des recommandations des études relatives à l'amélioration de la sécurité routière ;
- La poursuite des travaux de la construction de l'Autoroute en 2X2 voies, de bamako à Ségou (240 km) Phase I ;
- La poursuite des travaux de la construction de la route Goma Coura-Nampala-Léré-Niafunké-Goundam-Diré-Tombouctou et Diré-Tombouctou (484 km) ;
- La construction de l'aérogare de Mopti et des aéroports de Kidal et de Taoudenit ;
- Poursuite du Programme de pluies provoquées;
- Poursuite de l'extension et de la réhabilitation du réseau météorologique d'observation ;
- Réalisation de l'étude de mobilité dans le périmètre d'urbanisation du District de Bamako
- Réalisation de l'étude d'élaboration du document de politique de sécurité ;
- Réalisation de l'étude de Politique des Transports et des Infrastructure de Transports ;
- Relecture des textes de la DNTTMF.

### **3.2. Dans le sous secteur de la Communication**

#### **Domaine des Médias et Communication :**

- la numérisation des équipements de production et de diffusion ;
- la connexion à l'internet des bureaux des correspondants de presse ;
- la construction de 04 stations régionales radio FM (Koulikoro, Tombouctou, Gao et Kidal) ;
- L'extension du réseau TV/FM à 09 nouvelles localités ;
- La numérisation du Centre Vidéofréquence.

#### **Domaine des Poste et Télécoms :**

- Rénovation des bureaux de poste (Kayes, Bamako);
- Mise en place d'infrastructures pour le transfert électronique de fonds dans 13 bureaux de poste ;
- Mise en place d'un centre de technologie postale à Bamako ;
- Ouverture de cybers villages dans certaines localités ;

- Création en partenariat avec l'AGETIC du réseau intranet de l'administration en fibre optique (41 sites interconnectés);
- Installation d'antennes pour la couverture téléphonique (fixe et mobile) des communes du Mali.

#### **Domaine des TIC :**

- Connexion de tous les ministères à l'Internet ;
- Connexion de neuf (9) communes à l'Internet ;
- la création de cyber-espaces dans les groupes scolaires et les Instituts de Formation des Maîtres dans le cadre de l'intégration des TIC dans les programmes de l'éducation formelle et non formelle ;
- Mise en place d'une infrastructure Wimax à large bande ;
- Réalisation des réseaux locaux ;
- Fourniture des équipements informatiques et accessoires.

#### **4. CADRE PARTENARIAL AU NIVEAU DU SECTEUR**

##### **4.1. Au niveau du sous secteur Equipement et Transports :**

Les principaux acteurs du secteur sont : l'Administration, les PTF, les usagers des infrastructures et moyens de transport existants, les ONG, l'Ordre des Ingénieurs Conseils, les différents Syndicats du domaine des transports et la Société civile en général.

Le cadre partenarial est en parfaite symbiose avec les objectifs du secteur.

Au total 15 PTF ont participé au financement des projets au niveau du secteur de l'Equipement et des Transports. La Banque Mondiale est tête de file des PTF dans le secteur des infrastructures.

#### **Situation du financement par bailleurs de fonds dans le secteur des transports en 2011**

| <b>N°</b> | <b>BAILLEURS DE FONDS</b> | <b>Montant du financement (million FCFA)</b> | <b>Taux de participation</b> |
|-----------|---------------------------|--|------------------------------|
| 1         | <b>FED</b>                | 129 130                                      | 22,74                        |
| 2         | <b>BID</b>                | 11 697                                       | 2,06                         |
| 3         | <b>FAD</b>                | 67 704                                       | 11,92                        |
| 4         | <b>BOAD</b>               | 41 571                                       | 7,32                         |
| 5         | <b>BADEA</b>              | 12 492                                       | 2,20                         |
| 6         | <b>OPEP</b>               | 1 548  | 0,27                         |
| 7         | <b>FKDEA</b>              | 6 041  | 1,06                         |
| 8         | <b>IDA</b>                | 78 016                                       | 13,74                        |
| 9         | <b>Fonds UEMOA</b>        | 1 524  | 0,27                         |
| 10        | <b>LIBYE</b>              | 1 618  | 0,28                         |

|    |                |                |        |
|----|----------------|----------------|--------|
| 11 | <b>FSD</b>     | 4 386          | 0,77   |
| 12 | <b>BIDC</b>    | 7 404          | 1,30   |
| 13 | <b>MCC/MCA</b> | 73 282         | 12,90  |
| 14 | <b>JAPON</b>   | 16 984         | 2,99   |
| 15 | <b>CHINE</b>   | 114 469        | 20,16  |
|    | <b>TOTAL</b>   | <b>567 866</b> | 100,00 |

Il ressort de l'analyse de ce tableau qu'en 2011, sur un financement total de 567,866 milliards de FCFA, l'Union Européenne avec 22,74% est le premier Partenaire du Mali dans le domaine des infrastructures de transport, suivi de la Chine 20,16%.

Depuis 2009, se tient annuellement la revue sectorielle des transports un cadre de concertation où les PTF et les responsables du département en charge des transports, échangent sur les grandes orientations stratégiques du sous secteur.

Les différents syndicats des transporteurs travaillent en étroite collaboration avec le département chargé des transports dans le cadre de rencontres périodiques permettant de fixer les tarifs de transport en cas de changements rendus nécessaires pour des raisons arrêtées de commun accord telle l'augmentation du prix du carburant.

Les transporteurs, les entreprises et bureaux d'étude dans le domaine du BTP sont tous impliqués dans la mise en œuvre des actions retenues dans les documents stratégiques existants. Il s'agit de la mise en œuvre des activités retenues dans la Stratégie de Transport en Milieu Rural par exemple.

#### 4.2. Au niveau du sous secteur de la Communication :

Le cadre partenarial dans le sous secteur est directement lié aux activités des structures qui composent le département en charge de la Communication, de la Poste et des Nouvelles Technologies. Ces services sont pour le plus grand nombre des EPA.

| <b>N°</b> | <b>BAILLEURS DE FONDS</b> | <b>Montant du financement (million FCFA)</b> | <b>Taux de participation (%)</b> |
|-----------|---------------------------|--|----------------------------------|
| 1         | <b>UIT/SWISSCOM</b>       | 450  | 1,49                             |
| 2         | <b>UNESCO/USAID</b>       | 12 000                                       | 39,61                            |
| 3         | <b>UNION EUROPEENNE</b>   | 16160  | 53,35                            |
| 4         | <b>CANADA</b>             | 1681   | 5,55                             |
|           | <b>TOTAL</b>              | <b>30 291</b>                                | 100                              |

Sur la période de 2009 à 2011, l'Union Européenne avec 53,35% est le premier partenaire du Mali pour le financement des activités du sous secteur Communication.

Les PTF interviennent peu dans ce sous secteur par rapport à celui de l'Equipement, Transports. L'AGETIC en rapport avec le PDI a bénéficié de financement extérieur pour la réalisation du programme du réseau intranet de l'Administration. Des projets d'investissement existent également au niveau de l'ORTM.

A l'instar du sous secteur Equipement, Transports, il n'y pas de cadre de concertation formelle entre les PTF et les structures du département. En revanche, dans le domaine de la presse écrite, de l'utilisation des TIC et de la radiodiffusion, les cadres de concertation existent et sont indispensables à l'atteinte des objectifs fixés dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

**Bamako, le 15 juin 2012**